

Santé et Protection Animales, Environnement
18 Avenue Maréchal Joffre
Cedex
81013 Albi

Albi, le 12/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MEHAL JONATHAN

FERME AQUACOLE DE JALADIEU
81260 Fontrieu

Références : 25-D08-3401
Code AIOT : 0058100085

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/08/2025 dans l'établissement MEHAL JONATHAN implanté FERME AQUACOLE DE JALADIEU 81260 FONTRIEU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Re-contrôle suite à la lettre de suite préfectorale du 10/10/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MEHAL JONATHAN
- FERME AQUACOLE DE JALADIEU 81260 FONTRIEU
- Code AIOT : 0058100085
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

L'établissement repris en 2019 est actuellement sous le régime de l'autorisation pour 40 T/an. Actuellement l'exploitant produit de 16 à 18 T/an. Il souhaite néanmoins rester sous le régime de l'autorisation.

L'établissement est relié au ruisseau des Agrès (affluent de l'Agout)

Il est délimité par le ruisseau de Agrès en amont et le barrage de Sagne du Sécum en Aval.

Il dispose de 8 auges au niveau de l'écloserie alevins et de 23 bassins extérieurs, de 4 bassins de répartitions, d'un bassin de pêche, un bassin de décantation et d'une lagune.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Élevages Rétention
- AN25 Élevages Stockage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Un contrôle sur l'utilisation du formol (instruction technique 2025-507 du 05/08/2024) a été réalisé (aucune non conformité relevée).

L'exploitant a réalisé des travaux de maçonnerie sur un bassin suite à de nombreux problèmes de prédateurs (cormorans, loutres), des filets de protection ont été installés ainsi que des clôtures électriques.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Règles d'exploitation	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 15	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Règles d'exploitation	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 20	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 23	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	15 jours
9	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 24	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Règles d'aménagement	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7	Sans objet
2	Règles d'aménagement	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 8	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Règles d'aménagement	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 11	Sans objet
4	Règles d'exploitation	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 14	Sans objet
7	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 21	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une nette amélioration des enregistrements est à noter (registre, auto-contrôle). Cependant des non-conformités persistent notamment concernant le contrôle des installations électriques, les analyses à mettre en place par un laboratoire agréé et des paramètres d'autocontrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Règles d'aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7
Thème(s) : Élevage, Risques chroniques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fonctionnement de la pisciculture est conforme au I de l'article L. 214-17 et à l'article L. 214-18 du code de l'environnement, notamment pour ce qui concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise en place des ouvrages de prélèvement d'eau, qui ne doivent pas gêner le libre écoulement des eaux ; - les prélèvements d'eau associés. <p>L'arrêté d'autorisation fixe le niveau de prélèvement autorisé et, si nécessaire, plusieurs niveaux de prélèvements adaptés aux variations saisonnières, notamment afin de respecter en permanence le maintien d'un débit minimal dans le lit du cours d'eau.</p> <p>L'exploitant doit disposer d'un système ou d'une méthode, telle qu'une échelle limnimétrique, d'évaluation du débit dérivé par l'ouvrage de prise d'eau sur le cours d'eau et, le cas échéant, du débit réservé.</p> <p>Dans les cours d'eau dont la liste est établie en application du 2° du I de l'article L. 214-17 du code de l'environnement, toutes dispositions sont prises pour assurer la libre circulation des poissons migrateurs du cours d'eau (avalaison et dévalaison) au moyen de passes à poissons ou autres dispositifs appropriés. A cette fin, le barrage de dérivation peut être équipé d'un dispositif de franchissement alimenté par un débit d'attrait obtenu soit en utilisant une partie de l'eau prise en amont de la prise d'eau, soit en ramenant en permanence en amont de la prise d'eau une partie de l'eau sortant de la pisciculture.</p> <p>La pisciculture comporte à l'amont et à l'aval une grille fixe et permanente la délimitant,</p>

empêchant la libre circulation des poissons entre l'exploitation et le cours d'eau d'implantation. La taille des mailles ou des ouvertures de la grille n'excède pas 10 millimètres. L'arrêté d'autorisation fixe les conditions d'implantation de ces grilles.

L'exploitant est tenu d'assurer le fonctionnement et l'entretien des ouvrages de prélèvement, des dispositifs garantissant dans le lit du cours d'eau le débit minimal, des dispositifs de franchissement, des dispositifs de suivi des débits ainsi que des grilles d'amont et d'aval.

Constats :

L'exploitant a installé une échelle limnimétrique d'évaluation du débit. Les relevés sont enregistrés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Règles d'aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 8

Thème(s) : Élevage, Risques chroniques

Prescription contrôlée :

Si la pisciculture est alimentée en eau à partir d'un forage en nappe, d'un pompage en cours d'eau ou d'une source le cas échéant, l'ouvrage de raccordement est équipé d'un dispositif de disconnexion muni d'un système de non-retour. L'exploitant met en place un compteur d'eau sur la conduite d'alimentation ou dispose d'un système ou d'une méthode d'évaluation des volumes prélevés.

L'arrêté d'autorisation fixe les niveaux de prélèvements ainsi que les prescriptions nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des ouvrages de prélèvement.

Les volumes prélevés mensuellement et annuellement et le relevé de l'index du compteur d'eau ou issu du système ou de la méthode d'évaluation des volumes prélevés à la fin de chaque année civile ou de chaque campagne de prélèvement dans le cas de prélèvements saisonniers ainsi que les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation font l'objet d'un enregistrement. Cet enregistrement est tenu à la disposition des services d'inspection compétents.

Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

Sans préjudice des mesures prévues par le code minier, la réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.

Constats :

Un système de mesure de la consommation d'eau est réalisé sur l'écloserie (source) ainsi que sur le cours d'eau (les Agrès).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Règles d'aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 11
Thème(s) : Élevage, Risques chroniques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les produits de nettoyage, de désinfection, de traitement et les produits dangereux sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tous risques pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de ces produits doit être étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement. Un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent sépare entre eux les différents locaux ou aires de stockage ou de manipulation de ces produits et les sépare de l'extérieur. Les matières recueillies sont récupérées puis recyclées, traitées ou éliminées dans des installations habilitées à les recevoir dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un bac de rétention a été installé au niveau du stockage des produits d'entretien.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Règles d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 14
Thème(s) : Élevage, Risques chroniques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le cas échéant, avant tout rejet à la rivière, les effluents de la pisciculture font l'objet d'un traitement. Dans tous les cas, le rejet ne doit pas dépasser les valeurs limites fixée à l'article 15.</p> <p>Les valeurs limites de rejet ainsi que les points au niveau desquels ces valeurs sont mesurées sont fixés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Les points de rejet des eaux issues de la pisciculture et des effluents dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Lorsque le rejet ne peut pas s'effectuer en un point unique, l'arrêté d'autorisation précise le nombre de points de rejet utilisés.</p> <p>Les valeurs limites pour les différents paramètres de rejet sont compatibles avec les objectifs de bon état écologique des eaux du cours d'eau récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE).</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place un système d'auto surveillance comprenant les relevés de température, le ph, l'oxygène, NH4 et NO2. Les enregistrements doivent être améliorés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Règles d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 15</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Risques chroniques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'ensemble des effluents rejetés par la pisciculture ne doit pas entraîner une élévation de température des eaux réceptrices incompatible avec la vie normale des espèces présentes dans le cours d'eau. 2. L'ensemble des effluents rejetés par la pisciculture a un pH conforme à celui de la rivière et dans tous les cas compris entre 5, 5 et 8, 5. 3. Le taux de saturation en oxygène dissous en sortie de la pisciculture est au minimum de 70 %. Le cas échéant, un dispositif assurant une oxygénation satisfaisante des eaux rejetées est mis en place. 4. L'arrêté d'autorisation fixe les valeurs en concentration à respecter en moyenne sur 24 heures en différentiel amont / aval. 5. Dans le cours d'eau récepteur, en moyenne sur 24 heures, la différence de concentration des différents paramètres (MES, NH4 +, NO2-, PO4 ³⁻-et DBO5), et tous autres paramètres fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau à 100 mètres en aval du point de rejet est compatible avec les objectifs de bon état écologique du cours d'eau récepteur, les recommandations du SDAGE et la vocation piscicole du milieu. <p>Dans tous les cas, la différence de concentration, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau à 100 mètres en aval du point de rejet de l'effluent, des paramètres MES, NH4 +, NO2-, PO4 ³⁻-et DBO5 ne doit pas dépasser les valeurs suivantes, dans des conditions de débit moyen du cours d'eau (débit moyen interannuel) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MES (matières en suspension) : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 15 mg / l ; - NH4 + : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures (NH4 +) ne dépasse pas 0, 5 mg / l sauf dans le cas particulier des cours d'eau froids pour lesquels la valeur ne dépasse pas 1 mg / l ; - NO2-: l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 0, 3 mg / l ; - PO4 ³⁻: l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 0, 5 mg / l ;

<p>- DBO5 (demande biologique en oxygène) : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 5 mg / l.</p> <p>Une augmentation ou une diminution de la distance du point de prélèvement en aval de la pisciculture dans la limite de 300 mètres peut être autorisée par l'arrêté d'autorisation, sous réserve de la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Lorsqu'il existe plusieurs points de rejet, cette distance est calculée à partir du point de rejet situé le plus en aval de la pisciculture.</p>
<p>Constats :</p> <p>Tous les paramètres ne sont pas recherchés (PO4, MES et DBO).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Mettre en place un programme de surveillance des paramètres manquant, et nous faire parvenir les relevés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Règles d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 20</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Risques chroniques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conformes aux normes et réglementations en vigueur.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont fixés par l'arrêté préfectoral.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel de l'exploitation, notamment les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité du site lors de crues.</p>
<p>Constats :</p> <p>Absence de contrôle des installations électriques.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Réaliser la vérification par un organisme agréé et transmettre le rapport 2025 à l'inspection des installations classées (IIC).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 21
Thème(s) : Élevage, Risques chroniques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le registre d'élevage tel que prévu par la réglementation en vigueur ; - les plans tenus à jour, indiquant de manière précise notamment le point de prélèvement pour alimentation en eau de la pisciculture (rivière, source, forage en nappe...), le circuit d'alimentation en eau des bassins d'élevage et du local éclosion-alevinage s'il existe, les grilles amont et aval délimitant la pisciculture et le(s) point(s) de rejet(s) des effluents de la pisciculture ; - les résultats des différentes analyses et mesures réalisées liées au programme de surveillance des rejets et aux méthodes d'estimation du débit dérivé ; - le cahier d'épandage, le cas échéant. <p>Ce dossier doit être tenu à la disposition des services d'inspection compétents.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient à jour son dossier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les plans sont à jour, - les registres sont à jour, - les résultats des auto-contrôles sont enregistrés, - le curage des bassins est pris en charge par la EARL BOURGUET SUL MOULI (Monsieur Phalippou) <p>l'épandage est réalisé sur des parcelles de foin (parcelle ZC 41 lieu dit Ginestière), présence d'une attestation de prise en charge de la EARL MOULI.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Nous fournir le registre comprenant les date de prise en charge des boues, ainsi que leur volume.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 23
Thème(s) : Élevage, Risques chroniques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le suivi du débit dérivé et, le cas échéant, du débit réservé est effectué selon une fréquence déterminée dans l'arrêté d'autorisation. Cette fréquence est d'au minimum tous les quinze jours.</p>

Les résultats sont consignés sur un registre tenu à la disposition des services d'inspection compétents.
Constats : Le débit dérivé n'est pas relevé. L'exploitant nous indique des difficultés pour ce relevé inhérent à la topographie du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre en place un registre d'enregistrement de suivi du débit dérivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 9 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 24
Thème(s) : Élevage, Risques chroniques
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions de l'ensemble des paramètres visés à l'article 15 sont ou risquent d'être dépassées.</p> <p>Le programme d'autosurveillance prévoit la fréquence et les méthodes de mesure du paramètre ammonium (NH₄⁺) et du paramètre nitrites (NO₂⁻). La fréquence d'analyse de ces paramètres est d'au moins une fois par mois et en période d'étiage d'au moins tous les quinze jours. Ces analyses peuvent être effectuées au moyen de dispositifs de mesures rapides.</p> <p>Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration autorisées.</p> <p>Une mesure de la différence de concentration des paramètres visés à l'article 15, point 5, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau en aval du point de rejet doit être effectuée régulièrement par un laboratoire agréé. L'arrêté d'autorisation fixe le point de prélèvement à l'aval du point de rejet à une distance comprise entre 100 mètres et 300 mètres du point de rejet.</p> <p>La fréquence des analyses par un laboratoire agréé des différents paramètres est fixée par l'arrêté d'autorisation, elle ne peut être inférieure à une fois par an.</p> <p>Les résultats des analyses effectuées dans le cadre des contrôles et de l'autosurveillance sont conservés pendant dix ans par l'exploitant et tenus à la disposition des services d'inspection compétents.</p>
Constats : Absence de contrôle par un laboratoire agréé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Réaliser en 2025 une analyse des paramètres visés à l'article 15 par un laboratoire agréé et nous transmettre les résultats.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois